

2 décembre 2001 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur les attentats perpétrés à Jérusalem et à Haïfa, les relations franco-marocaines, la lutte contre le terrorisme international, la situation au Proche-Orient, le dialogue des cultures, la situation en Afghanistan, l'action militaire américaine en Afghanistan et l'aide humanitaire à ce pays, Rabat, le 2 décembre 2001.

LE PRESIDENT - Mesdames, Messieurs,

Je voudrais tout d'abord saluer et remercier les représentants de la presse marocaine, les représentants de la presse française et les représentants des autres journaux.

Avant de faire un point sur mes entretiens au Maroc, je voudrais, comme j'ai eu l'occasion de le dire ce matin, renouveler ma consternation et mon émotion à la suite des attentats odieux, inacceptables, que rien ne peut justifier et qui ont été perpétrés à Jérusalem et à Haïfa, faisant un certain nombre de morts, une fois de plus.

Cela fait vraiment trop de sang et trop de morts. Vous savez, la violence appelle toujours la violence. Il est temps que cesse ce cycle infernal qui ne conduit qu'à toujours plus de violence et donc plus de morts, plus de blessés et plus de haine qui s'accumule. Il faut que la raison l'emporte. Il faut bien comprendre qu'il n'y a aucune issue en dehors du dialogue et j'appelle pour ma part tous les responsables à se retrouver sans plus tarder autour d'une table pour la paix. Il n'y a pas d'autre issue. C'est un sentiment qui a été exprimé par tous les responsables d'où qu'ils viennent, et notamment ici, au Maroc, c'est ce que j'ai entendu.

S'agissant de mon passage au Maroc, après la Tunisie et l'Algérie, je voudrais tout d'abord, et chacun le comprendra, exprimer au Roi, au Prince Héritier, à leur famille, à l'ensemble des autorités marocaines et, bien entendu, au peuple marocain, mes sentiments de reconnaissance pour l'accueil qui m'a été réservé et qui est toujours marqué ici au coin d'une hospitalité dont l'élégance et le raffinement ne sont jamais pris en défaut.

Je voudrais aussi, étant à Rabat, rendre hommage et saluer la mémoire de Sa Majesté HASSAN II pour qui, chacun le sait, j'avais une immense estime et beaucoup de respect, et beaucoup d'affection aussi.

Nous avons eu des entretiens ce matin avec le Roi et le Prince Héritier. Nous avons évoqué, d'abord, la situation issue des attentats du 11 septembre pour constater une parfaite convergence de vues concernant la nécessité de mettre tout en oeuvre pour lutter contre le terrorisme international, pour éradiquer ce terrorisme et, notamment, son expression actuelle, c'est-à-dire Al Qaida et BEN LADEN, son chef. C'est un sentiment que j'ai entendu et exprimé de façon identique à Tunis, à Alger et à Rabat. Et nous renforçons, bien entendu, notre coopération pour ce qui concerne cette lutte contre le terrorisme.

Nous avons évoqué l'Afghanistan en souhaitant. Je dirai d'une même voix et d'une même

réflexion, que le processus politique engagé à Bonn, qui est un processus difficile, chacun le sait et le comprend, soit conduit à son terme, c'est-à-dire qu'une autorité provisoire, une autorité de type gouvernemental provisoire et de transition puisse se mettre en place afin de reprendre en main la gestion de ce grand pays.

Nous avons également évoqué la nécessité de mettre un accent plus fort sur l'aide humanitaire, notamment à cause de la situation très difficile dans certaines régions du pays avec l'hiver et enfin d'envisager, une fois qu'une stabilité politique sera acquise, l'effort international de reconstruction qui s'impose pour ce qui concerne l'Afghanistan.

Je n'ai pas besoin de dire que nous avons longuement parlé du Proche-Orient et que, sur ce point, nous sommes tout à fait sur la même réflexion. Notre inquiétude et notre espoir que, tout de même, la raison l'emportera et que le dialogue permettra de s'engager sur la voie de la paix. Bien sûr, le Roi du Maroc, en sa qualité de Président du comité Al Qods, a un rôle particulier à jouer.

Ce qui m'a frappé, parce que je l'ai retrouvé aussi bien, et dans des termes pratiquement identiques - c'était d'ailleurs l'un des objets de mon voyage ici -, à Tunis qu'à Alger ou à Rabat, c'est cette ferme volonté de favoriser, autant que faire se peut, quelque chose qui est plus nécessaire aujourd'hui que jamais et qui est le dialogue des cultures. La mise en oeuvre de tous les moyens nécessaires pour que ce dialogue puisse se faire, pour s'opposer à ceux qui veulent créer une situation marquée par le choc des civilisations, avec tous les dangers que cela représente.

C'est de façon très déterminée que le Président BEN ALI a évoqué avec moi ces sujets et les déclarations qu'il a faites dans ce domaine le confirment sans ambiguïté. C'est, chacun le sait, la thèse du Président BOUTEFLIKA et c'est aussi l'un des soucis du Roi du Maroc qui s'est notamment manifesté dans la très belle réussite de la réunion d'Agadir qui a été un succès et qui a permis à l'ensemble de ces pays, au niveau de leurs ministres des Affaires étrangères, de faire un pas de plus. Notre ministre des Affaires étrangères a d'ailleurs été actif dans ce processus. C'est un pas de plus pour essayer d'ancrer dans les coeurs et les esprits la nécessité du dialogue des cultures. Ce qui n'est pas seulement un mot. Ce qui doit avoir de la substance mais qui est, aujourd'hui, considéré comme une préoccupation et une action prioritaire par un nombre croissant de gens et de responsables. Je m'en réjouis car, comme vous le savez, c'est un thème auquel je crois beaucoup.

Voilà les principales réflexions que je voulais faire à la suite de mes entretiens. Je ne parle pas des relations bilatérales. Vous savez qu'elles sont excellentes et sans nuages entre le Maroc et la France et, donc, je n'entrerai pas là dans le détail.

QUESTION - Monsieur le Président, après les terribles attentats qui viennent d'avoir lieu en Israël, craignez-vous une réaction violente et excessive de la part du Premier ministre israélien ?

LE PRESIDENT - Je vous ai dit que je n'avais pas à porter de jugement ou à préjuger, ce qui serait pire, ce que fera le Gouvernement israélien. Mais je vous ai donné ma conviction que la violence entraîne toujours la violence. Et quand on est dans un processus de violence, l'essentiel, c'est d'avoir la sagesse d'en sortir.

QUESTION - Monsieur le Président, vous avez eu des entretiens avec Sa Majesté le Roi. Est-ce qu'il a été question de la crise entre le Maroc et l'Espagne et, éventuellement, est-ce qu'il y a une médiation entre les deux pays ?

LE PRESIDENT - Nous avons évoqué les problèmes des relations du Maroc avec l'Union européenne, qui sont excellentes comme vous le savez. Nous avons évoqué les relations entre l'Espagne et le Maroc. Je ne retiendrai pas le mot de crise, qui me semble excessif, mais il y a semble-t-il quelques malentendus. Les autorités marocaines et le Roi du Maroc n'ont pas besoin de médiation. Mais il est certain que ces malentendus doivent être levés. Je souhaite qu'ils le soient le plus vite possible.

QUESTION - Monsieur le Président. Premièrement, y aura-t-il des frappes sur l'Irak et peut-on connaître le sort des Maghrébins qui ont été arrêtés après les attentats ? Sur le problème du Sahara, vous avez nié une médiation entre l'Algérie et le Maroc. Vous avez quand même un rôle-

clé dans le processus de paix au Sahara occidental. Est-ce que vous menez un certain processus pour une prochaine médiation ?

LE PRESIDENT - Je ne vois pas en quoi des frappes sur l'Irak seraient à l'ordre du jour. Elles ne le sont pas à ma connaissance. Et donc, ce sujet, je le répète, n'est pas à l'ordre du jour.

En ce qui concerne les provinces du sud du Maroc, la seule médiation est celle de l'Envoyé spécial du Secrétaire général de l'ONU, M. BAKER, qui conduit avec beaucoup d'intelligence sa responsabilité de médiateur. Le Roi du Maroc n'a besoin d'aucun autre médiateur. Je n'ai pour ma part aucune intention de me substituer à M. BAKER.

QUESTION - Et les Maghrébins qui ont été arrêtés en France et un peu partout en Europe, qui sont liés aux attentats ?

LE PRESIDENT - Je ne vois pas très bien à quoi vous faites allusion. D'abord, ce ne sont pas des Maghrébins. S'il y a des gens qui, en France ou ailleurs, ont été arrêtés, il y a probablement des raisons pour cela. C'est à la justice de le dire. S'ils sont innocents, ils seront naturellement libérés. S'ils sont reconnus coupables d'action de nature terroriste, je ne veux pas me substituer à la justice, mais j'espère qu'ils seront punis et sévèrement punis.

QUESTION - Monsieur le Président, à la lumière des derniers événements au Proche-Orient, devant, à la fois, l'intransigeance de Monsieur SHARON, le manque de poids des Américains, qui n'amèneront pas Monsieur SHARON à la raison, et l'incapacité d'ARAFAT à contrôler les islamistes du Jihad et du Hamas, est-ce qu'on a pas là, malheureusement, tous les ingrédients réunis pour un conflit, un embrasement généralisé dans cette région ?

LE PRESIDENT - Hélas, il y a un risque. C'est la raison pour laquelle je le redis une fois de plus : je suis convaincu que la violence ne peut entraîner que la violence, que déjà il y eu trop de violence et trop de sang. Je souhaite que vraiment on change d'état d'esprit, que vraiment on change de stratégie et qu'ayant démontré l'incapacité de régler le problème par le biais de l'affrontement, on essaie de le régler par le biais du dialogue.

QUESTION - Monsieur le Président, vous avez évoqué tout à l'heure le dialogue des cultures pour faire face à ceux qui préconisent le choc des cultures. Au lendemain des attentats du 11 septembre, il y a eu au Maroc une cérémonie oecuménique en la Cathédrale Saint Pierre. Quel a été à ce moment là votre sentiment, est-ce qu'à vos yeux cela a été naturellement l'expression de la spécificité marocaine ? Et, sur un plan international qui nous concerne tous, les troupes françaises ont finalement pu se déployer sur Mazar-e Sharif. Est-ce que vous vous dites ouf, enfin ?

LE PRESIDENT - Alors, sur le premier point, il y a eu des cérémonies oecuméniques dans beaucoup de pays. Il y en a eu une au Maroc. Et, une fois de plus, le Maroc a marqué là sa fidélité à sa tradition de modération et de tolérance religieuse. C'est l'une des caractéristiques des grands pays qui sont sûrs d'eux-mêmes, de leurs racines, de leur histoire, de leur culture. Et il y a une totale convergence de vues entre le Maroc et la France sur le rejet de toute forme de choc des civilisations.

S'agissant de Mazar-e Sharif, l'opération pour sécuriser l'aéroport de Mazar-e Sharif est en effet engagée. Elle a pris un peu de retard pour des raisons que chacun comprend et qui concernent les difficultés d'ordre local, inévitables dans les situations telle que celle qui existe là-bas. Pour nous, c'est une mission dont l'objectif humanitaire est important. Elle doit permettre l'accès aux secours dans cette région, dans de bonnes conditions. Et Dieu sait qu'on en a besoin là-bas.

Alors, un premier détachement de troupes françaises est arrivé effectivement hier sur la base de Mazar-e Sharif. C'est, comme vous le savez, l'échelon précurseur, une cinquantaine d'hommes qui avaient été bloqué alors qu'ils étaient stationnés en Ouzbékistan pour quelques jours. Et on comprend parfaitement les raisons pour lesquelles il peut y avoir des incidents de cette nature. Ce détachement sera renforcé prochainement, dans les conditions qui ont été initialement arrêtées d'ailleurs, en liaison avec les autorités américaines.

QUESTION - Monsieur le Président, les opinions arabes sont très frustrées de la politique américaine au Proche-Orient. Vous avez lancé un appel à la reprise des négociations et à des pressions, en fait américaines, sur les deux parties. Jusque là, le Président BUSH a envoyé ses

émisaires dans la région, mais il n'y a eu aucun résultat. Et on a l'impression que la politique américaine ne fait pas vraiment les efforts que vous attendez d'elle. Quel est votre commentaire, aujourd'hui, après ce qui s'est passé à Jérusalem, cette escalade de violence, sur la politique américaine ?

LE PRESIDENT - Mon commentaire, je l'ai déjà fait sur le plan général. Sur la politique américaine, il n'est pas dans ma responsabilité de la critiquer. Je voudrais noter, si j'en crois d'ailleurs les commentaires qui ont été faits par la plupart des pays de la région, je voudrais noter que le dernier discours du Secrétaire d'Etat Colin POWEL a été plutôt bien reçu. Et donc j'espère qu'il s'agit là d'un mouvement vers un processus de paix amorcé par les Américains. En tous cas je le souhaite.

QUESTION - Vous avez répété à chacune de vos escales, j'espère ne pas subvertir vos propres mots, que vous avez la même approche, la même réflexion en ce qui concerne le Proche-Orient, à Alger, à Rabat et à Tunis. Est-ce que vous pensez que l'on peut avoir la même réflexion que les trois pays du Maghreb et avoir une politique d'équilibre comme vous l'avez prônée dans le passé. Et quelle est la position de la France au niveau de cette politique d'équilibre au Proche-Orient ?

LE PRESIDENT - C'est vrai que nous avons la même réflexion, c'est-à-dire l'inquiétude, et la même approche, que j'ai développée. Je ne reviens pas dessus, c'est-à-dire la nécessité du dialogue, du retour à la table de négociations. Voilà en quoi nous avons une convergence de vues. Je souhaite que ce qui me paraît être un peu de bon sens finisse par triompher de part et d'autre, car la renonciation à la violence est évidemment une exigence qui est aussi bien pour les uns que pour les autres.

QUESTION - Je voulais vous poser la question sur le diagnostic général que vous avez évoqué comme étant une convergence, ici, dans les trois étapes de votre déplacement au Maghreb, concernant la lutte contre le terrorisme. Vous avez parlé de diagnostic concernant la lutte globale, c'est votre expression. Au niveau de la thérapie, au-delà du diagnostic, vous avez évoqué des progrès quant aux coopérations en matière de renseignement, notamment. Est-ce que vous êtes en mesure de pouvoir en dire davantage aujourd'hui sur cette nécessité d'avancer dans cette thérapie commune, ici, concernant le monde arabe maghrébin ? Autre question : est-ce que vous partagez la première réaction américaine d'hier, concernant les attentats en Israël, sur la nécessité pour Yasser ARAFAT d'agir contre le terrorisme ?

LE PRESIDENT - Evidemment, je partage l'affirmation de la nécessité d'agir contre le terrorisme et d'agir contre les attentats pour tout le monde, y compris naturellement du côté palestinien, cela va de soi. C'est dans cet esprit que j'ai condamné les attentats de Jérusalem et d'Haïfa. C'est évident.

Pour ce qui concerne la thérapie commune, je suis persuadé qu'il n'y a pas de lutte contre le terrorisme international, qui est un fléau je ne dirais pas nouveau, mais qui a pris une ampleur considérable depuis qu'il a été systématisé par El Qaida. C'est une lutte qui sera longue, qui ne peut être que globale, qui implique la totalité des nations, qui, par conséquent, doit avoir comme responsable d'impulsion l'ONU et doit bien entendu concerner tous les terrains qui sont propices au développement du terrorisme, qu'il s'agisse du financement, qu'il s'agisse des sanctuaires que les terroristes peuvent trouver ici ou là, qu'il s'agisse de l'échange de renseignements, qu'il s'agisse de la coopération policière et judiciaire. C'est dans cet esprit que l'Union européenne, par exemple, est en train, à marche forcée, de mettre en place un mandat d'arrêt européen. Tout ceci se fait. Cela prendra du temps. Mais, naturellement, cela gagnera, parce que cela ne peut pas ne pas gagner. Le terrorisme, rien ne le justifie. Le terrorisme, c'est purement et simplement un crime. Il doit être sanctionné et puni comme tel. C'est un crime abject qu'aucune civilisation ne peut justifier, qu'aucune culture ne peut supporter et, donc, tous les moyens sont bons pour éradiquer le terrorisme international.

QUESTION - Monsieur le Président, excusez-moi de revenir sur cette question du Proche-Orient. Vous avez parlé de ce cycle de violences qui ne peut s'arrêter qu'une fois le dialogue enclenché. Mais, puisque les Américains sont maintenant occupés à chasser BEN LADEN dans un trou perdu de l'Afghanistan, ne pensez-vous pas que l'Union européenne, notamment la France, pourrait engager un processus pour rapprocher le point de vue des Israéliens et des Palestiniens ?

engager en processus pour rapprocher le point de vue des Américains et des Européens.

LE PRESIDENT - Je suis tout à fait favorable à ce que la France et l'Union européenne, en liaison naturellement avec les Américains qui sont, dans un processus de cette nature, indispensables, à ce que les autres partenaires possibles, c'est-à-dire la Jordanie, l'Egypte, la Russie, co-parrain du processus de paix, l'ONU, naturellement, et le Secrétaire Général, je suis tout à fait demandeur, je l'ai dit depuis longtemps et à maintes reprises, d'une initiative globale de mise en oeuvre d'une table de paix et à ce que tous les moyens soient utilisés pour convaincre les deux partenaires de venir à cette table de paix.

QUESTION - Je reviens un petit peu sur le problème du terrorisme. Comme vous le savez, les plus grands chefs du terrorisme, en dehors de BEN LADEN, parce qu'il prend la plus grande place actuellement, sont un peu partout en Europe, tels que Rabah Kebir pour le GIA. D'autres sont aux Etats Unis, en Belgique et peut-être aussi en France. Est-ce qu'ils seront un peu plus surveillés ? Parce qu'ils téléguident. Vous savez, pour l'Algérie, c'est ces chefs là qui ont vraiment téléguidé, de loin, dans leur fauteuil, le terrorisme.

LE PRESIDENT - C'est vrai ce que vous dites, à savoir qu'il y a eu de grandes faiblesses à l'égard de ces gens. Ils ont utilisé tous les moyens que les démocraties donnent, qu'il s'agisse des moyens pour financer des opérations terroristes ou des moyens pour se mettre à l'abri des lois qui ne devraient pas être faites pour eux. Et c'est vrai pour un certain nombre de pays d'Europe, cela ne fait aucun doute. Cela, on doit y mettre maintenant un terme. Et, je le disais tout à l'heure, c'est bien l'ambition de l'Union européenne, qui cette fois-ci a pris conscience du caractère monstrueux de l'abri offert à un certain nombre de terroristes de cette nature, qui sont en réalité des criminels purement et simplement, et souvent des malades mentaux, mais en tous les cas des criminels. Je crois que, dans le respect de nos lois et notamment pour le mandat d'arrêt européen, je crois que les sanctuaires vont devenir de plus en plus rares et de plus en plus précaires. Je le souhaite ardemment.

Je vous remercie.